



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_344

<u>Service :</u> Commande publique	<u>Objet :</u> Saint Germain Laprade, digue de FAREVA : signature du marché de mission en géotechnique pour l'étude de danger
---------------------------------------	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

VU Le code de la commande publique,

VU l'avis de marché publié le 7 septembre 2025 au BOAMP n°25-98953 et le 8 septembre 2025 au JOUE n°584676-2025 pour la passation d'un marché public de prestations intellectuelles en appel d'offres,

VU le règlement de la consultation fixant la date de remise des offres au 9 octobre 2025 à 18h00 ainsi que les critères de jugement des offres,

VU le procès-verbal de la Commission d'appel d'offres réunie le 4 décembre 2025 à 8h00,

**CONSIDÉRANT** le besoin d'une mission en géotechnique pour l'étude de danger de la digue de FAREVA située à Saint Germain Laprade (43700),

**CONSIDÉRANT** les offres reçues dans les délais impartis,

**CONSIDÉRANT** le rapport d'analyse des offres,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De signer un marché public pour une mission en géotechnique pour l'étude de danger de la digue de FAREVA située à Saint Germain Laprade (43700) avec la société ERG, sise 39 avenue du Général De Gaulle, 69110 Sainte-Foy-Les-Lyon pour un montant de 49 936,00 euros hors taxes.

**ARTICLE 2 :** Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communautaire.

Décision n°DEC\_A\_2025\_344

**ARTICLE 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le mardi 16  
décembre 2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_345

<u>Service :</u> Commande publique	<u>Objet :</u> Relance du marché des transports à la demande 2026-2029 : classement sans suite
---------------------------------------	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

VU le Code de la commande publique et notamment son article R.2185-1,

VU la procédure relative au marché des transports à la demande relancée le 20/10/2025 à la suite d'une procédure initiale en appel d'offres déclarée infructueuse,

**CONSIDÉRANT** les offres reçues,

**CONSIDÉRANT** que selon l'article R.2185-1 du Code de la Commande Publique, la procédure de passation d'un marché public peut être déclarée sans suite à tout moment,

**CONSIDÉRANT** l'insuffisance de concurrence, les tarifs observés lors de la consultation qui ne permettent pas de réaliser un achat économique avantageux et la volonté de satisfaire l'ensemble des communes concernées par les transports à la demande,

**CONSIDÉRANT** l'intérêt général et communautaire,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De déclarer sans suite pour motif d'intérêt général à la fois économique et pour des raisons d'insuffisance de concurrence, la procédure relancée relative au marché de transports à la demande 2026-2029.

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Décision n°DEC\_A\_2025\_345

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le mardi 16  
décembre 2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président





COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_347

<b>Service :</b> Musée /Pays d'Art et d'Histoire	<b>Objet :</b> Articles boutique service patrimoine- tarification
---	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du 6 mars 2025 portant sur la nouvelle grille tarifaire du service Patrimoine,

**CONSIDÉRANT** qu'il est souhaitable de proposer à la vente en boutique des articles en lien avec le thème des expositions temporaires et permanentes organisées par le service Patrimoine de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De fixer le tarif individuel des « Ouvrages publications, objets dérivés, produits alimentaires, papeteries et objets d'art & artisanat » de la Boutique Service Patrimoine du Puy-en-Velay comme suit :

Objets d'Art et d'Artisanat	Prix de vente HT	TVA	Prix de vente TTC
Bougeoir 2 fleurs	20,00 €	0,00 %	20,00 €
Bougeoir 3 fleurs	25,00 €	0,00 %	25,00 €

**ARTICLE 2 :** « Boutique Service Patrimoine » fait référence aux divers espaces boutiques du service Patrimoine de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay, dont le site du Musée Crozatier, mais pouvant aussi être délocalisée sur d'autres espaces en fonction des besoins du service.

**ARTICLE 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un  
Décision n°DEC\_A\_2025\_347

délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_348

<u>Service :</u> Juridique-Assurances-Patrimoine- Assemblées	<u>Objet :</u> REMBOURSEMENT HT SINISTRE AUTOMOBILE RTCA EN DATE DU 09/08/2025- FB-858-YD
--	---

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

VU le contrat d'assurance « Flotte Automobile » détenu auprès de la SMACL, domiciliée 141, avenue Salvador Allende – CS 20 000 – 79031 NIORT CEDEX 9, sous le n° de sociétaire 106515/C,

**CONSIDÉRANT** le sinistre du 9 août 2025 relatif aux dégâts sur le véhicule immatriculé FB-858-YD appartenant à la Communauté d'Agglomération et affecté à la RTCA,

**CONSIDÉRANT** la proposition de remboursement d'un montant de 803,69 € par la Compagnie d'Assurances SMACL correspondant au règlement total HT des dommages,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** d'accepter la proposition de règlement HT d'indemnisation d'un montant de 803,69 € proposée par la Compagnie d'Assurance SMACL assureur de la Communauté d'Agglomération en règlement total des frais occasionnés par ce sinistre.

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la

Décision n°DEC\_A\_2025\_348

prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président





COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

## DÉCISION

N° DEC A 2025 349

<b><u>Service :</u></b> Juridique-Assurances-Patrimoine-Assemblées	<b><u>Objet :</u></b> REMBOURSEMENT HT SINISTRE AUTOMOBILE RTCA EN DATE DU 30/09/2025- GK-473-VQ
---	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président.

VU le contrat d'assurance « Flotte Automobile » détenu auprès de la SMACL, domiciliée 141, avenue Salvador Allende – CS 20 000 – 79031 NIORT CEDEX 9, sous le n° de sociétaire 106515/C.

**CONSIDÉRANT** le sinistre du 30 septembre 2025 relatif aux dégâts sur le véhicule immatriculé GK-473-VQ appartenant à la Communauté d'Agglomération et affecté à la RTCA,

**CONSIDÉRANT** la proposition de remboursement d'un montant de 3 159,90 € par la Compagnie d'Assurances SMACL correspondant au règlement total HT des dommages, déduction faite de la franchise contractuelle d'un montant de 1 500 €.

## DÉCIDE

**ARTICLE 1 :** d'accepter la proposition de règlement HT d'indemnisation d'un montant de 3 159,90 € proposée par la Compagnie d'Assurance SMACL assureur de la Communauté d'Agglomération en règlement total des frais occasionnés par ce sinistre, déduction faite de la franchise contractuelle d'un montant de 1 500€.

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la  
Décision n°DEC A 2025 349

prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_350

<u>Service :</u> Finances	<u>Objet :</u> Budget Principal : Souscription d'un emprunt auprès de la Caisse d'Épargne pour un montant de 1 900 000 euros
------------------------------	---

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

Notamment, la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget principal et de passer à cet effet les actes nécessaires,

**CONSIDÉRANT** la consultation auprès de plusieurs établissements bancaires,

**CONSIDÉRANT** les conditions de l'offre proposée par la Caisse d'Épargne,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De contracter un prêt de 1 900 000 € auprès de la Caisse d'Épargne afin de financer les investissements de l'année 2025 du budget principal de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay.

**ARTICLE 2 :** Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

Montant du prêt : 1 900 000 €  
Durée totale du prêt : 20 ans  
Taux fixe à 3,90 %  
Frais de dossier : 0,10 % soit 1 900 €

**Phase de préfinancement**

Durée : 12 mois  
Taux fixe : 3,90 %  
Tout versement du crédit a lieu sur demande de l'emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à 10 % du montant du crédit. Les fonds devront être entièrement versés durant la période de préfinancement.

Décision n°DEC\_A\_2025\_350



### **Phase d'amortissement des fonds**

Le point de départ des amortissements intervient à la première date d'échéance suivant le versement total des fonds ou à la fin de la phase de préfinancement

Échéance dégressive

Périodicité des échéances : Trimestrielle

Base de calcul des intérêts : 30/360

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur au fur et à mesure des besoins sous 12 mois.

### **Remboursement par anticipation**

L'emprunteur pourra rembourser le crédit par anticipation, en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un mois par lettre envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception adressée au prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde. Le remboursement anticipé donne lieu à paiement pour l'emprunteur d'une indemnité actuarielle.

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 4 :**

Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président





COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_351

<u>Service :</u> Finances	<u>Objet :</u> Budget RTCA : souscription d'un emprunt auprès de la Caisse d'Épargne pour un montant de 340 000 euros
------------------------------	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

Notamment, la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget de la RTCA et de passer à cet effet les actes nécessaires,

**CONSIDÉRANT** la consultation auprès de plusieurs établissements bancaires,

**CONSIDÉRANT** l'offre proposée par la Caisse d'Épargne,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De contracter un prêt de 340 000 € auprès de la Caisse d'Épargne afin de financer les investissements de l'année 2025 de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay pour son budget RTCA.

**ARTICLE 2 :** Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

Montant du prêt : 340 000 €  
Durée totale du prêt : 12 ans  
Taux fixe à 3,44 %  
Frais de dossier : 0,10 % soit 340 €

**Phase de préfinancement**

Durée: 4 mois  
Taux fixe : 3,44 %  
Tout versement du crédit a lieu sur demande de l'emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à 10 % du montant du crédit. Les fonds devront être entièrement versés durant la période de préfinancement.

Décision n°DEC\_A\_2025\_351

### **Phase d'amortissement des fonds**

Le point de départ des amortissements intervient à la première date d'échéance suivant le versement total des fonds ou à la fin de la phase de préfinancement

Échéance dégressive

Périodicité des échéances : Trimestrielle

Base de calcul des intérêts : 30/360

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur au fur et à mesure des besoins.

### **Remboursement par anticipation**

L'emprunteur pourra rembourser le crédit par anticipation, en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un mois par lettre envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception adressée au prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde. Le remboursement anticipé donne lieu à paiement pour l'emprunteur d'une indemnité actuarielle.

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 4 :**

Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_352

<u>Service :</u> Juridique-Assurances-Patrimoine- Assemblées	<u>Objet :</u> Parcelle AE 355 - pose d'un coffret électrique Convention de servitude au profit du Syndicat Départemental d'Énergie de la Haute-Loire.
--	---

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

**CONSIDÉRANT** la réalisation de travaux envisagés par le Syndicat Départemental d'Energies de la Haute-Loire sur la parcelle AE 355 située sur la commune de Craponne-sur-Arzon, appartenant à la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, le Syndicat Départemental d'Energies de la Haute-Loire a sollicité la collectivité afin de conclure une convention de servitude sur ladite parcelle.

Cette convention a pour objet d'autoriser le Syndicat Départemental d'Énergies de la Haute-Loire, qui en confie l'exploitation à l'Établissement Lapizé de Sallée, son concessionnaire, à :

- installer à demeure un coffret électrique sur socle d'une largeur de 53 cm, d'une profondeur de 20 cm et d'une dimension approximative hors sol de 62 cm,
- couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité, gênent la pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries à l'ouvrage.

Par voie de conséquence, le Syndicat Départemental d'Énergies de la Haute-Loire et l'Établissement Lapizé de Sallée pourront faire pénétrer sur ladite parcelle leurs agents ou ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation de l'ouvrage ainsi établi.

DÉCIDE

Décision n°DEC\_A\_2025\_352



**ARTICLE 1 :** De signer la convention de servitude à titre gratuit avec le Syndicat Départemental d'Energies de la Haute-Loire, relative à la parcelle cadastrée section AE 355 située à Craponne- sur- Arzon, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président





COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_353

<b>Service :</b> Administration des Services Techniques	<b>Objet :</b> Mission de programmiste : réhabilitation et réorganisation du siège de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay : décision de résiliation du marché A2024010
---	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

VU l'article 39 du CCAG-Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021,

**CONSIDÉRANT** la décision n°DEC\_A\_2024\_182 du 27 juin 2024 du Président de la Communauté d'Agglomération de passer un marché portant sur une mission de programmiste relative à la réhabilitation du siège de la Communauté d'Agglomération avec le groupement MOAO Conseil/ETAMINE SCOP dont le mandataire est la société MOAO Conseil sise 2 rue de la Claire – 69009 Lyon pour un montant de 27 225 € HT,

**CONSIDÉRANT** la lettre en recommandé adressée le 24 juin 2025 à la société MOAO concernant le rejet de la phase « EPP1 : analyse des besoins » qui dresse les motifs de cette décision et demande la reprise sous 2 semaines de cette prestation conformément aux exigences contractuelles,

**CONSIDÉRANT** que les délais d'exécution de cette mission de programmiste ne devaient pas dépasser 6 mois à compter de la notification du marché, à savoir, le 10 septembre 2024,

**CONSIDÉRANT** que le prestataire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :**

De résilier le marché n°A2024010 passé avec le groupement MOAO Conseil /ETAMINE SCOP dont le mandataire est la société MOAO Conseil sise 2 rue de la Claire – 69009 Lyon en application de l'article 39 du CCAG-Prestations Intellectuelles, en raison du fait que le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

Décision n°DEC\_A\_2025\_353

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'article 41 du CCAP-Prestations Intellectuelles, il appartient à la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay de notifier le décompte de résiliation à MOAO Conseil dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision de résiliation.

**ARTICLE 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre  
2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DU PUY EN VELAY

DÉCISION

N° DEC\_A\_2025\_354

<u>Service :</u> Finances	<u>Objet :</u> Budget principal : écritures comptables de régularisation patrimoniale
------------------------------	--

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2024 adoptée en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation d'un certain nombre de compétences à Monsieur le Président,

Notamment la possibilité de donner tous pouvoirs au Président pour mouvoir le compte « 1068 – Excédents de fonctionnement reportés »,

**CONSIDÉRANT** que la nouvelle nomenclature M57 implique de nouvelles procédures comptables pour effectuer des écritures de haut bilan et notamment des corrections d'erreurs comptables par des mouvements non budgétaires sur le compte « 1068 – Excédents de fonctionnement reportés »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de régulariser, sur le budget principal, des opérations relatives à des immobilisations,

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :**

Au budget principal, il convient d'effectuer les écritures non budgétaires de régularisations suivantes concernant l'auberge de Connangles :

ECRITURES NON BUDGETAIRES								
Désignation	ARTICLE	Montant	Durée amort.	Annuité Annuelle (arr. Sedit)	Rattrapage 7 ans	DEBIT	CREDIT	N°Inventaire
Auberge de Connangles Mise à disposition	217321	541 075,44 €	30	18 035,85 €	126 250,94 €	2817321	1068	2025-00836
DEPENSES : total régularisation					126 250,94 €			
Subventions reçues	1311	190 480,00 €	30	6 349,00 €	44 443,00 €	13911	1068	
	1312	34 500,00 €	30	1 150,00 €	8 050,00 €	13912	1068	
	1313	71 814,00 €	30	2 393,00 €	16 751,00 €	13913	1068	
	1318	1 165,44 €	30	38,00 €	266,00 €	13918	1068	
RECETTES : total régularisation					69 510,00 €			

Décision n°DEC\_A\_2025\_354



## ARTICLE 2 :

Et, au budget principal, il convient d'effectuer les écritures non budgétaires de régularisations suivantes concernant l'auberge de Chamborne :

ECRTURES NON BUDGETAIRE								
Désignation	ARTICLE	Montant	Durée amort.	Annuité Annuelle (arr. Sedit)	Rattrapage 7 ans	DEBIT	CREDIT	N°Inventaire
Auberge de Chamborne	21321	475 262,54 €	30	15 842,08 €	110 894,59 €	281321	1068	2025-00835
DEPENSES : total régularisation					110 894,59 €			
Subventions reçues	1311	153 914,00 €	30	5 130,00 €	35 910,00 €	13911	1068	
	1312	60 000,00 €	30	2 000,00 €	14 000,00 €	13912	1068	
	1313	7 000,00 €	30	233,00 €	1 631,00 €	13913	1068	
	1317	40 500,00 €	30	1 350,00 €	9 450,00 €	13917	1068	
RECETTES : total régularisation					60 991,00 €			

## ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 4 :

Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire.

## ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay et le comptable public assignataire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait au Puy-en-Velay, le jeudi 18 décembre 2025

Signé par : Michel CHAPUIS

Date : 18/12/2025

Qualité : M. le Président